



LE CANARD en furie

Siège Terminus, 1^{er} virage à gauche
après l'Hôtel Terminus en venant du
Rond point Grand Hôtel.
RCCM/NI/NIA/2018/A/073/ NIF: 44 126/P
Email: lecanardenfurie@gmail.com
90.00.99.83 / 96.75.34.12

4^{ème} année

HEBDOMADAIRE SATIRIQUE NIGERIEN

N° 203 du lundi 09 novembre 2020

PRIX : 300 F

Les façons dont le PNDS veut organiser les élections Les mises en garde du Général à la retraite, Moumouni Boureïma dit Tchanga

Dans un langage sans ambiguïtés, Moumouni Boureïma a sévèrement mis en garde le pouvoir en place contre certaines dérives. Présentant d'abord aux familles des victimes militaires et civils ses condoléances ainsi qu'un prompt rétablissement aux blessés, Boureïma Moumouni a déclaré de prime abord que la définition du Pnds en Haoussa : "Parti Dan doko da Sata", autrement dit « des porteurs d'une mission de confiance mais qui ont détourné les biens et ressources qui leur ont été confiées. S'adressant en particulier à Mohamed Bazoum, le président et candidat du Pnds Tarayya, l'ancien chef d'État-major général des Forces armées nigériennes a souligné qu'il menace, intimide tout le temps les Nigériens... Lire page 3



Conférence de presse du chef de file de l'opposition

Les vérités amères de Hama Amadou à l'endroit du pouvoir et de la Ceni

Après le grand meeting organisé par la coordination régionale de Niamey, le samedi 07 novembre au Stade Général Seyni Kountché du Moden-FA Lumana Africa, Hama Amadou, président de l'autorité morale dudit parti a aminé, devant un parterre de journalistes, une conférence de presse à son domicile en présence du Général à la retraite, Moumouni Boureïma dit Tchanga, du président du Moden Fa Lumana Africa, Tahirou Saidou dit Parc 20 ainsi que de l'honorable Soumana Sanda, président de la coordination régionale de Niamey. Au cours de cette conférence, toutes les questions d'actualité ont été posées et Hama Amadou y a répondu sans équivoques, dans un discours qui ne laisse doute sur la détermination de l'opposition à réaliser l'alternance à la tête de l'État. Des questions sans tabou et des réponses appropriées. Lisez plutôt cet extrait de ladite conférence de presse... Lire page 5



Cheick Boureïma Daouda, déjà dans le collimateur du PNDS-TARAYYA

Amères vérités**« Il n'y a point de plus cruelle tyrannie que celle que l'on exerce à l'ombre des lois et avec les couleurs de la justice » et la 7^e République en est la preuve.**

Il n'y a plus de doute, Hama Amadou est victime d'une cabale politique visant à l'éliminer, par tout moyen possible, de la course à l'élection présidentielle. Le coupable, le pouvoir du Pnds Tarayya, noyé dans un océan de scandales financiers, judiciaires, politiques, sociaux et qui pense pouvoir s'en sortir à si bons comptes en s'appropriant les organes chargés de l'organisation des élections. Objectif : se maintenir au pouvoir à tout prix. Pour y arriver, quoi de mieux indiqué que de faire la loi à sa convenance. Et quoi de plus facile lorsqu'on dispose d'une majorité de députés dont beaucoup doivent leurs sièges, non pas aux suffrages des Nigériens, mais plutôt à un hold-up électoral qui restera immanquablement dans l'histoire politique de notre pays.

« Il n'y a point de plus cruelle tyrannie que celle que l'on exerce à l'ombre des lois et avec les couleurs de la justice », a dit Montesquieu. C'est exactement le cas au Niger où le pouvoir en place a bâti toute sa tyrannie sur la loi, conçue, élaborée et adoptée selon les desiderata de ceux qui gouvernent. En manipulant les lois à leur guise, en leur donnant les couleurs qu'ils veulent, du rose bien entendu, et en appliquant celles qu'ils n'ont pas réussi à cloner à leurs traits comme ils l'entendent. Cela se vérifie dans tant d'affaires scabreuses ; Et si le sulfureux dossier de détournement des fonds de l'armée est un exemple patent des cas où la loi a fait

place à la volonté des maîtres du Niger, celui du code électoral est indiscutablement celle qui reflète le mieux l'adage de Montesquieu, « Il n'y a point de plus cruelle tyrannie que celle que l'on exerce à l'ombre des lois et avec les couleurs de la justice ».

, « Il n'y a point de plus cruelle tyrannie que celle que l'on exerce à l'ombre des lois et avec les couleurs de la justice » et la 7^e République en est la preuve.

C'est à l'ombre des lois et avec les couleurs de la justice que le pouvoir en place a cru pouvoir anéantir toute opposition à sa tyrannie. Alors, sans aucune décence, sans aucune considération pour les dispositions constitutionnelles, la loi fondamentale, sans aucun souci non plus quant au regard et à l'opinion des Nigériens, ils ont forgé un code électoral conforme à leurs desseins. Première préoccupation : empêcher à Hama Amadou, l'adversaire politique le plus redouté au plan électoral, d'être candidat à l'élection présidentielle. Et l'explication coule de source. Emprisonné, sans avoir effectué un seul jour de campagne, Hama Amadou a mis Issoufou Mahamadou en ballottage. Et au second, tour, boycotté par les Nigériens, il a bien fallu un remplissage grossier de procès-verbaux pour faire donner à Issoufou Mahamadou une victoire non méritée.

Que doit faire alors Mohamed Bazoum, qui n'arrive pas à la cheville de

Hama Amadou, si Issoufou lui-même a été contraint d'user de méthodes gondwanaises pour se maintenir au pouvoir ? L'histoire du hold-up électoral de 2020-2021 commence ici.

Un code électoral qui paramètre les règles de jeu selon le bon vouloir et les attentes d'un pouvoir décadent ; une commission électorale à la majorité des membres choisis dans le cercle des obligés à qui l'on a confié les fonctions stratégiques et les pouvoirs de décision ; un juge électoral dont on ne peut douter de l'engagement à servir les intérêts du clan, un opérateur technique chargé du fichier électoral choisi dans une omerta mafieuse sicilienne et le tour est joué. Du moins, le croit-on, oubliant l'essentiel : un peuple engagé à assurer l'alternance à la tête de l'État et qui est vent debout contre toute manipulation de ses suffrages.

C'est à l'ombre des lois et avec les couleurs de la justice que le pouvoir en place a cru pouvoir imposer tout ce qu'il y a de plus inadmissible et révoltant. Mais, c'était sans compter qu'il trop triturer les lois et les règlements, on s'y perd en créant son propre marécage et s'y enlisant. C'est ce qui est arrivé aux tenants de ce régime.

C'est à l'ombre des lois et avec les couleurs de la justice que le pouvoir en place espère s'attribuer des victoires électorales contre le gré et le choix d'un peuple qu'il a gazé, matraqué et empri-

sonné ; un peuple auquel il a tout pris, y compris les moyens de la défense du territoire ; un peuple dont il a méprisé les aspirations et les attentes, dont il a détourné les ressources et qu'il a martyrisé avec des lois de finances qui ont régulièrement atrophié les secteurs sociaux de base. Mais, c'était sans compter que ce peuple, qui aspire, il est vrai, à la paix et à la quiétude sociale, peut être tout autant capable de révoltes cinglantes.

C'est à l'ombre des lois et avec les couleurs de la justice que le pouvoir en place compte user, que dis-je, abuser des forces de l'ordre (gendarmerie, garde nationale et police) pour contraindre, par les gaz, les matraques et les arrestations arbitraires, pour contraindre les Nigériens à l'acceptation de l'inacceptable, la reddition face au hold-up électoral, face à l'illégal et à l'illégitime. Mais, c'est sans compter que la Gendarmerie, la Garde nationale et la police peuvent être abusées une fois, deux fois, voire trois fois, mais jamais toujours. Face à un peuple déterminé à mourir pour protéger ses droits, notamment, sa liberté et sa souveraineté, son droit de choisir ses gouvernants, la Gendarmerie, la Garde nationale et la Police choisissent in fine de se ranger du côté du peuple. Pourquoi ? Parce qu'elles sont constituées d'enfants issus du peuple et que leur mandat d'assurer l'ordre et la quiétude sociale ne peut être que pour servir le peuple et la République.

Les façons dont le PNDS veut organiser les élections

Les mises en garde du Général à la retraite, Moumouni Boureima dit Tchanga

Le méga meeting organisé par la coordination Lumana de Niamey en l'honneur de son hôte, le candidat du parti à l'élection présidentielle prochaine a été plein de couleurs. Une présence massive des Nigériens qui ont rempli le stade général Seyni Kountché pour lui faire honneur, mais également des discours à la hauteur de l'évènement. Il fallait s'y attendre. Ce méga meeting se tient à 36 jours des élections locales et à moins de deux mois du premier tour de l'élection présidentielle couplé aux législatives ; des élections de fin de mandat dont l'opposition a régulièrement dénoncé les conditions d'organisation troubles – le contrat avec Gemalto, l'opérateur technique chargé du fichier électoral est toujours resté un secret du pouvoir – et les organes chargés des élections qu'elle dit foncièrement partisans.

L'enjeu des élections à venir est crucial pour le pouvoir et l'opposition qui entend réaliser l'alternance à la tête de l'État. C'est un challenge qu'elle estime largement à sa portée face à un pouvoir corrompu, miné par les détournements massifs des deniers et biens publics, le trafic de drogue et bien d'autres maux qui expliquent le dernier rang du Niger sur l'indice de développement humain (Idh). Et pour ne point se laisser faire, elle bande les muscles en mettant en garde contre toute usurpation des suffrages des Nigériens qu'elle sait

être majoritairement pour l'alternance.

C'est dans cette logique que s'inscrivent les discours du chef de file de l'opposition depuis sa toute première sortie médiatique, lors du congrès d'investiture d'Omar Hamidou dit Ladan Tchiana, en septembre 2020.

C'est dans cette même logique que le général à la retraite, Moumouni Boureima dit Tchanga, qui milite désormais au sein du parti Lumana, a tenu ses propos du samedi 7 novembre, dans l'ancre du stade général Seyni Kountché. Dans un langage sans ambiguïtés, Moumouni Boureima a sévèrement mis en garde le pouvoir en place contre certaines dérives.

Présentant d'abord aux familles des victimes militaires et civils ses condoléances ainsi qu'un prompt rétablissement aux blessés, Boureima Moumouni a déclaré de prime abord que la définition du Pnds en Haoussa : "Parti Dan doko da Sata", autrement dit « des porteurs d'une mission de confiance mais qui ont détourné les biens et ressources qui leur ont été confiées. S'adressant en particulier à Mohamed Bazoum, le président et candidat du Pnds Tarayya, l'ancien chef d'État-major général des Forces armées nigériennes a souligné qu'il menace, intimide tout le temps les Nigériens.

Pour Boureima Moumouni, Bazoum se comporte comme ça parce que pour



lui, ils ont le pouvoir et font ce qu'ils veulent. Seulement, dit-il, « le Niger est une République et la République a ses droits ». Toujours à l'attention de Bazoum, celui que les Nigériens appellent Tchanga a soutenu que si « vous traitez les Nigériens de peureux et que vous pouvez mettre la police pour écraser les Nigériens et les mettre en prison, vous devez savoir que la police est nationale que ce n'est pas la police de Bazoum, ni la police de Mahamadou Issoufou, encore moins celle ni la police du Pnds. Et dans un propos direct, Boureima Moumouni a démythifié le discours de victimisation d'une cabale ethnorégionaliste contre sa personne sous le prétexte que c'est parce qu'il serait arabe. « Mohamed Bazoum, on vous demande de fournir votre nationalité d'origine, dit-il, et vous vous mettez à divaguer en tenant des propos régionalistes. « Ne menacez plus les gens », a conclu Moumouni Boureima.

S'il a précisément pointé du doigt Mohamed Bazoum dans ses mises en garde, Boureima Moumouni est toutefois allé au-delà de la

personne du candidat et président du Pnds Tarayya. Il a notamment demandé au Président Issoufou de tenir son candidat en respect ou bien il sera tenu pour complice de tout ce qu'il tient comme propos et conduite. Et comme s'il s'agissait de ce qui attend les Nigériens dans les prochains jours, l'ancien chef d'État-major général des armées nigériennes a demandé à ses compatriotes, à Niamey bien sûr, mais aussi à Agadez, Dosso, Zinder, Diffa, Tahoua et Maradi, que « la nuit, quand vous voyez des gens cagoulés avec de mauvaises intentions, sortez massivement pour les empêcher de faire ou d'entreprendre leurs actions. ».

Connaissant l'homme pour ce qu'il a été au Niger, il ne peut s'agir d'une invite fantaisiste. Ce qui fait dire à un observateur que ces mises en garde de Tchanga annoncent les couleurs de semaines de graves tensions politiques liées aux élections. Le Niger, assurément, est à la veille d'une crise électorale et/postélectorale aux conséquences imprévisibles.

Doudou Amadou

Élections présidentielles au Niger

Hama Amadou, la magistrature suprême à portée de mains

Investit candidat à l'élection présidentielle le 19 septembre 2020, Hama Amadou a fait avec succès la déclaration de sa candidature, le vendredi 06 novembre auprès des autorités du ministère de l'intérieur. Ce rituel politique vient mettre fin, chez des centaines de milliers des militants et sympathisants du Moden-Fa Lumana, à l'angoisse créée par l'incertitude qui a entouré un moment le dépôt de cette candidature. Comme toutes les autres fois, Hama Amadou vient de faire sa déclaration de candidature à l'élection pré-

la condamnation dont il a été l'objet, ni les tentatives de liquidation du Moden-Fa Lumana, n'ont eu raison de sa déclaration de candidature, puisque Hama vient de défendre valablement cette candidature par devant la même justice qui l'a condamné et par voie de recours en opposition dans le jugement par défaut intenté contre sa personne dans ce dossier d'achat des bébés nigériens. Une possibilité que la loi pénale lui accorde en dépit du fait que Hama Amadou a accepté de purger la peine d'emprisonnement d'une

vérité, depuis ce recours, c'est comme si Hama Amadou n'a jamais été jugé ni condamné. C'est en considération de ce revirement judiciaire (recours en opposition), que Hama a pu éviter l'inscription sur son casier judiciaire de ladite condamnation au pénal dans l'affaire dite de supposition d'enfants.

Avant ce recours, les adversaires de Hama Amadou avaient fondé tout leur espoir sur cette affaire d'achat de supposés-bébés afin de lui barrer la route. Ils avaient aussi misé sur des

sur la base des pièces contenues dans le dossier à lui transmis et non sur la base des ragots politiques distillés par les tenants du pouvoir. L'autorité morale du Moden-Fa Lumana voit dorénavant en grand son avenir politique. Un avenir politique qui le prédestine désormais à assumer des hautes fonctions de l'Etat.

Avec le dépôt de sa candidature à l'élection de décembre prochain, Hama Amadou vient de donner la preuve à ses détracteurs que son destin national est



sidentielle de décembre prochain au Niger dans un contexte d'adversité politique.

Comme en 2016, la déclaration de candidature de Hama Amadou à l'élection présidentielle intervient dans un contexte politique exécrable. Ajoutée à cela une grosse adversité dirigée contre sa personne depuis 2013 corroboré par un complot d'achat des bébés nigériens, ourdi de bout en bout par une officine proche du pouvoir. Le pouvoir d'Issoufou Mahamadou a toujours cru tenir le bon bout, dans la perspective d'enterrer Hama à jamais. Néanmoins, ni

durée d'un an à l'issue dudit jugement par défaut. Un jugement qui ne lui a jamais été notifié par la justice nigérienne conformément à la loi pénale.

L'absence de notification est une grosse faille que Hama a exploitée pour faire son recours en opposition dans un délai qui n'est toujours pas arrivé à expiration. Pour le cas d'espèce, le délai est de 5 ans. Désormais, les effets de la peine issue de la condamnation sont suspendus jusqu'à la reprise d'une nouvelle procédure judiciaire où toutes les règles et garanties d'un procès équitable seront respectées. En

rebondissements judiciaires au sujet du contrôle du parti. Un feuilleton politico-judiciaire dans lequel le président intérimaire Oumarou Noma s'est laissé compromettre, en faisant le jeu des adversaires de Hama Amadou. Malheureusement pour lui, les nombreuses décisions rendues par la justice l'ont débouté coup sur coup.

A moins d'une situation extraordinaire, plus rien ne peut mettre en péril la validation de cette candidature ni devant le ministère de l'intérieur, ni devant le juge constitutionnel qui aura à dire le droit

en train d'avoir raison de tous les complots de bas-étage intentés contre lui depuis l'avènement du multipartisme au Niger au début des années dix-neuf cent quatre-vingt-dix. Il est le seul homme politique nigérien a passé toute sa carrière politique dans une farouche adversité et ce jusqu'à ce jour. Mais sa forte résilience politique et sa capacité de lire dans les gestes et propos de ses adversaires, sont des atouts indéniables qui lui ont toujours permis de minimiser les dégâts escomptés dans des nombreux complots d'Etat intentés contre sa propre personne.

A.I

Conférence de presse du chef de file de l'opposition

Les vérités amères de Hama Amadou à l'endroit du pouvoir et de la Ceni

Après le grand meeting organisé par la coordination régionale de Niamey, le samedi 07 novembre au Stade Général Seyni Kountché du Moden-FA Lumana Africa, Hama Amadou, président de l'autorité morale dudit parti a aminé, devant un parterre de journalistes, une conférence de presse à son domicile en présence du Général à la retraite, Moumouni Boureima dit Tchanga, du président du Moden Fa Lumana Africa, Tahirou Saidou dit Parc 20 ainsi que de l'honorable Soumana Sanda, président de la coordination régionale de Niamey. Au cours de cette conférence, toutes les questions d'actualité ont été posées et Hama Amadou y a répondu sans équivoques, dans un discours qui ne laisse doute sur la détermination de l'opposition à réaliser l'alternance à la tête de l'État. Des questions sans tabou et des réponses appropriées. Lisez plutôt cet extrait de ladite conférence de presse.

Au cours de cette conférence au cours de laquelle il a tranquillement martelé ses vérités, Hama Amadou a d'emblée attaqué en précisant que le Moden Fa Lumana Africa tient bon, malgré les harcèlements et que son parti est celui qui fait peur au Pnds Tarayya. Il tient si bien bon que nous sommes convaincus qu'il fera la différence lors des prochaines élections », a déclaré le chef de file de l'opposition qui a souligné que d'ici à la semaine qui débute, ils s'attendent à ce que le pouvoir en place invente des fautes fantaisistes, des complots, pour commencer à arrêter les responsables de Lumana. Mais cela ne nous fait pas peur, car cette fois-ci nous sommes déterminés, ça ne sera pas la même chose. « Nous ne voulons pas de problème au Niger, nous avons toujours souhaité la paix, nous nous sommes toujours battus pour que la sérénité règne dans notre pays, mais face à des adversaires qui croient que ce sens de la responsabilité dont nous faisons montre est un signe de faiblesse, il va bien falloir leur démontrer que nous n'avons pas peur », a martelé Hama Amadou face aux journalistes. Et comme une sorte de clarification, le chef de file de l'opposition a clairement souligné que la police, la gendarmerie et la garde nationale ne sont pas des adversaires. « Nos adversaires, c'est Tarayya », a-t-il mentionné. S'ils organisent les élections dans la paix, nous serons les premiers à soutenir cette paix. Mais s'ils veulent, encore une fois, faire preuve de malhonnêteté et manque de fair-play, nous serons bien obligés de nous conformer à leurs comportements à leurs façons de faire », a dit Hama Amadou qui précise « qu'ils peuvent venir, demain, m'arrêter ».

La volonté de la Ceni d'organiser la fraude à grande échelle est manifeste.

À l'attention de la Ceni, Hama Amadou souligne que le président de cette institution étant un ancien magistrat et avocat, il sait ce qu'est la loi et elle est très claire. Pour Hama Amadou, Issaka Souana sait, de manière très claire, que c'est écrit, concernant les cartes électorales, qu'on doit voter avec des cartes biométriques. Et s'ils veulent modifier les cartes, le minimum, c'est de faire une réunion pour chercher un consensus avec l'ensemble de la classe politique et demander à l'ensemble de la classe politique de modifier momentanément la loi pour que ces nouvelles cartes puissent servir de base. Mais, il n'y a eu ni concertation, ni consultation, ils ont décidé de manière arbitraire et unilatérale, de changer la carte et d'en faire une carte qui est moins sécurisée que la carte qu'on utilisait à l'époque. Ce qui veut dire que la volonté de la Ceni d'organiser la fraude à grande échelle est manifeste. Or, si les cartes électorales ne sont pas conformes aux dispositions de la loi, les élections peuvent être annulées. Uniquement pour cette raison. Il suffit simplement de le dénoncer, c'est une vérité légale. S'il n'y a pas de consensus sur les cartes électorales, nous ferons annuler les élections ».

Nous ne sommes hostiles au dialogue, mais nous refusons qu'on nous impose des dispositions qui ne sont pas de l'ordre de la loi.

Sur la question relative à la position de Lumana par rapport aux élections, Hama Amadou a déclaré : « Nous voulons des élec-



tions apaisées, inclusives, transparentes, des élections dans la paix et dans l'entente mutuelle du Niger. Et comment peut-on être d'accord avec cela si l'on n'est pas disposé à dialoguer, négocier et trouver le compromis possible pour faire avancer les choses. Nous ne sommes hostiles au dialogue, mais nous refusons qu'on nous impose des dispositions qui ne sont pas de l'ordre de la loi. La Ceni n'a aucun pouvoir de changer la loi. Le gouvernement n'a aucun pouvoir de changer la loi. Il n'y a que l'Assemblée nationale qui fait les lois et qui a le pouvoir de les modifier. Mais, dans le cadre d'espèce, puisque nous sommes en période électorale, l'Assemblée elle-même ne peut pas modifier la loi sans qu'il y ait un consensus au niveau de l'ensemble de la classe politique ».

Les cartes d'électeurs fabriquées par la Ceni sont des cartes avec lesquelles on peut voter 10 fois, 20 fois

Les cartes électorales ? Pour le chef de file de l'opposition, « il est évident que nous nous trouvons dans une situation où l'illégalité va être la cause d'annulation des élections. Il vaut mieux, avant qu'il ne soit trop tard, trouver une base de compromis entre tous les partis politiques afin que nous trouvions une solution par rapport à la carte électorale. L'État a dépensé presque 40 milliards pour fabriquer des cartes électorales.

Comment, dans le dernier mois de la préparation des élections, la Ceni va sortir, malgré ces sommes astronomiques dépensées dans un pays pauvre comme le Niger, qu'il n'y a pas de cartes biométriques. On nous a abusés depuis 2017 en prétendant faire des recensements pour des cartes biométriques. Ce sont des cartes avec lesquelles on peut vo-

ter 10 fois, 20 fois sans qu'aucune disposition ne garantisse que vous ne poussiez le faire, assurément, ce ne sont pas des élections qu'ils veulent faire ».

Plus de 19 000 juges inscrits sur la liste électorale alors qu'il n'y a pas 1000 dans tout le Niger

Relativement au fichier électoral, Hama Amadou est dépité. Il souligne notamment que : « on nous dit qu'il y a plus de 19 000 juges inscrits sur la liste électorale. À ma connaissance, il n'y a pas 1000 juges au Niger. Alors, comment sont-ils devenus 19 108 ? Et vous avez des tas de secteurs professionnels où les chiffres ont été multipliés par 10. Ce ne sont pas des élections, mais je crois sincèrement qu'on a cru que l'opposition allait boycotter. L'opposition est décidée à aller aux élections et nous irons aux élections. Et nous allons invalider les conditions anormales dans lesquelles les élections ont été tenues parmi lesquelles la carte électorale ».

Pendant toute la durée où j'étais aux affaires, aucun étudiant n'a été tué.

Quant à ses rapports avec les étudiants, longtemps pollués par une campagne de dénigrement et de diabolisation, il a d'abord posé cette question : « vous pensez que je ne peux pas rencontrer les étudiants parce qu'on m'a diabolisé là-bas ? », avant de préciser que c'est une rencontre opportune qui va lui permettre, dit-il, d'éclairer la lanterne des étudiants qui doivent comprendre que « je n'ai jamais été contre les étudiants ». « Pendant toute la durée où j'étais aux affaires, aucun étudiant n'a été tué, aucun. Quel est l'étudiant qui, au moment où j'étais aux affaires, a perdu la vie ? J'ai toujours pris des dispositions pour que cela n'arrive jamais », a-t-il souligné.

Transcrits par Doudou Amadou

Rapport entre Bazoum Mohamed et Hama Amadou

Les contrevérités d'un «intellectuel» nommé Abdoukader Aghali

Répondant à l'écrit d'un internaute qui accusait Bazoum Mohamed d'être à la base de certaines épreuves que traverse Hama Amadou, notamment les tentatives du rejet de sa candidature à l'élection présidentielle, un certain Abdoukader Aghali, qui se présente comme un intellectuel, a raconté des contrevérités qu'un intellectuel digne de ce nom doit se garder de raconter. A l'entame de son écrit et pour sans doute mettre en doute le niveau de l'internaute à qui il répondait, notre Abdoukader Aghali s'est dit «particulièrement stupéfait de lire une prétendue réflexion, ouvertement tendancieuse d'un universitaire que je croyais intellectuellement crédible, membre d'un parti politique nouveau-né sur le candidat du PNDS Tarayya, le plus grand parti de l'échiquier politique national». Et il poursuit en ces termes : «Cet universitaire et tous ceux qui gravitent dans son sillage, tels des planètes en or-

bite, sont modelés dans un style et dans un format tels que nulle explication ne peut les convaincre du contraire de ceux qu'ils pensent». Des tels propos sont assimilables à un fascisme intellectuel consistant à refuser à l'autre le droit d'avoir sa propre opinion. Notre Abdoukader Aghali doit vraiment être un militant achevé du Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (PNDS) ! Mais c'est lorsque «l'intellectuel» Abdoukader Aghali prétend que Bazoum Mohamed n'a rien à voir dans ce qui est arrivé à Hama Amadou qu'il retient notre attention car il raconte des contrevérités. *«Il n'est pas à la base du problème de Hama. Hama a un problème avec sa propre histoire et la justice nigérienne. Ce n'est pas le candidat du PNDS qui l'a jeté dans cette sombre mésaventure qui lui a valu la condamnation par la justice nigérienne»*, soutient Abdoukader Aghali, parlant de Bazoum

Mohamed. Beaucoup de Nigériens et d'observateurs étrangers qui suivent ce qui se passent au Niger, depuis la rupture de l'alliance entre le parti de Hama Amadou et le PNDS-TARAYYA, ont sans doute ri en lisant ce passage de l'écrit de «l'intellectuel» Abdoukader Aghali. Ce dernier ignore-t-il ou a-t-il oublié toutes les déclarations faites par Bazoum Mohamed par rapport à l'affaire dite des bébés importés pour laquelle la justice a engagé des poursuites contre Hama Amadou ? Abdoukader Aghali ignore-t-il ou oublie-t-il que le même Bazoum Mohamed avait condamné Hama Amadou avant même la justice, en déclarant publiquement qu'il ne voit pas comment Hama Amadou peut ne pas être condamné dans cette affaire ? C'est aussi une contrevérité quand Abdoukader Aghali soutient que le *«le candidat du PNDS aurait souhaité avoir une confrontation dans les urnes avec tous les candidats*

y compris Hama». Notre «intellectuel» ignore-t-il ou oublie-t-il là aussi tout le combat mené par Bazoum Mohamed pour changer l'article 8 du Code électoral, en faisant ramener la durée de condamnation de 3 ans à 1 an de prison ferme, pour que Hama Amadou soit interdit de participer à une compétition électorale du fait de sa condamnation à la peine d'un an de prison ferme ? Abdoukader Aghali sera-t-il le seul Nigérien à ne s'être pas rendu compte du refus obstiné opposé par Bazoum Mohamed autour de toute discussion sur la révision du Code électoral au niveau du Conseil national de dialogue politique (CNDP) ? C'est très facile d'utiliser des belles expressions françaises et de citer des grands penseurs pour tenter de mystifier les Nigériens. Mais tous les Nigériens ne sont pas dupes. Beaucoup parmi sont aussi allés à l'école et peuvent lire même dans les regards de certaines personnes.

Hamidou Bello

Qui a peur de la présence de Hama Amadou devant les étudiants de l'université de Niamey ?

La semaine dernière, dans le cadre de ses prises de contact avec les différentes couches de la population, Hama Amadou devait rencontrer les étudiants de l'université Abdou Moumouni de Niamey pour leur présenter son programme en tant que candidat à l'élection présidentielle. Aussitôt l'annonce de la rencontre faite, une certaine effervescence s'est emparée du cercle du pouvoir. Des anciens dirigeants des scolaires, dont certains sont notamment connus proches du parti présidentiel, sont montés aux créneaux pour attaquer la structure des étudiants qui a donné son accord à Hama Amadou d'aller rencontrer ses militants. Les argu-

ments qu'ils avançaient est que du temps où il était Premier ministre, le même Amadou avait maltraité les étudiants, allant jusqu'à faire fermer le campus universitaire. Des tels arguments, tirés par les cheveux, servaient juste de prétexte pour faire capoter la rencontre. Dans un point de presse qu'il a animé, suite au meeting organisé par son parti samedi dernier, Hama Amadou a indiqué que la rencontre a été reportée à la demande de la structure des étudiants qui a demandé un peu plus de temps pour s'organiser et qu'une autre date a été fixée.

On ne sait pas si le report est dû à un problème d'organisation ou à cette campagne d'intoxication

menée par des partisans du pouvoir. Dans tous les cas, Hama Amadou a affirmé, au cours du même point de presse, qu'il est totalement à l'aise à être en face des étudiants. Non seulement il leur démontrera que tout ce qui se raconte sur lui par rapport aux étudiants procède d'une campagne de dénigrement menée par des adversaires politiques avec la complicité de certains leaders des scolaires – que l'histoire a d'ailleurs dévoilés aujourd'hui, mais que pendant ses sept (7) années en tant que Premier ministre, aucun scolaire nigérien n'a été tué par les forces de l'ordre au cours d'une manifestation.

Hamidou Bello

Le Canard en furie

Hebdomadaire Satirique Nigérien

Siège Terminus, 1^{er} virage à gauche après l'Hôtel Terminus en venant du Rond point Grand Hôtel, tout droit jusqu'au bout de la rue.

Directeur de publication

Arouna Yacouba
99.34.21.99

Directeur Commercial

Inoussa DICKO

Email: lecanardenfurie@gmail.com

Conception & Composition

Le Canard en furie
Tirage: 1000 Exemplaires sur
Les presses de G.I.N

Cheick Boureïma Daouda, déjà dans le collimateur du PNDS-TARAYYA

Quelques jours seulement après l'annonce de sa candidature à l'élection présidentielle de décembre prochain, le respectable Cheick Boureïma Daouda est déjà la cible des attaques venant du Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (PNDS-TARAYYA). Deux militants de ce parti, qui seraient tous des « conseillers » à la Primature l'ont pris à partie sur le réseau social Facebook, allant jusqu'à mettre en doute la sincérité de sa foi et à s'attaquer à certains de ses attributs de religieux. Le péché de Cheick Boureïma ? Avoir dit et écrit sur sa page Facebook qu'il a démissionné de son poste de conseiller du Premier ministre pour s'adonner à la politique.

Pour les deux « communicateurs » du PNDS-TARAYYA, le Cheick a menti car, d'après eux, il a été limogé. C'est la même réaction que le PNDS-TARAYYA a eu face aux anciens ministres Omar Hamidou Tchiana et Ibrahim Yacouba, quand ils ont déclaré avoir démissionné du gouvernement. Alors qu'ils étaient

entourés de tous les éloges inimaginables quand ils assistaient à la gestion du pouvoir avec le PNDS-TARAYYA, ces deux anciens ministres ont été livrés à la vindicte populaire dès qu'ils ont rompu leur alliance avec le principal parti au pouvoir. Avant eux, le Mouvement démocratique nigérien pour une fédération africaine (MODEN-FA/LUMANA-AFRICA) et son leader Hama Amadou avaient subi le même sort. Avant qu'il ne les rejoigne avec armes et bagages, c'est le président du Mouvement national pour la société de développement (MNSD-NASSARA), M. Seïni Oumarou, qui semblait le plus comprendre la mentalité des gens du PNDS-TARAYYA. « Quand tu es avec eux, tu es un ange, quand tu n'es pas avec eux, tu es un démon », disait-il d'eux. Cette description de Seïni Oumarou ne souffre d'aucune impertinence pour qui a suivi le parcours politique du PNDS-TARAYYA depuis l'avènement du multipartisme au Niger. Pour ce parti, l'adversité politique est synonyme de haine, au point où il est capable de



faire recours même à des moyens les plus immoraux pour combattre un adversaire. Au sortir de la conférence nationale souveraine, c'était le MNSD-NASSARA qui était sa bête noire. C'est dut ensuite le tour de la Convention démocratique et sociale (CDS-RAHAMA) juste après la rupture de leur alliance.

Mais c'est surtout l'ancien Président de la République, Feu Ibrahim Baré Maïnassara qui a souffert, jusqu'à sa mort, de l'intolérance du PNDS-

TARAYYA dont les responsables et militants lui vouaient une haine malsaine, au point de ne pas lui reconnaître sa qualité de Président de la République, malgré la validation de son élection par la Cour suprême. C'est cette même intolérance que le PNDS-TARAYYA a utilisée pendant ses dix ans de gestion du pouvoir pour harceler tous les Nigériens qui ne sont pas de son camp, faisant aujourd'hui du Niger un pays fortement divisé.

Hamidou Bello



AVIS N°011 - 10 - 2020

RELATIF A LA PROROGATION DE LA PÉRIODE DE REPORT D'ÉCHÉANCES DES CRÉANCES DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT AFFECTÉES PAR LA PANDÉMIE COVID-19

Par l'Avis n°005-04-2020 en date du 1^{er} avril 2020, la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a invité les établissements de crédit à accorder aux entreprises et aux salariés affectés par les effets de la pandémie Covid-19 et qui le sollicitent, un report d'échéances sur leurs prêts pour une période de 3 mois renouvelable une fois, sans charge d'intérêt, ni frais, ni pénalité de retard. Cette période de report des échéances est prorogée jusqu'au 31 décembre 2020. Les créances qui demeurent affectées par les effets de la pandémie de la Covid-19 peuvent être maintenues dans les créances saines pendant cette période et traitées comme telles dans leurs catégories respectives au plan prudentiel. Ce traitement préférentiel réglementaire prendra fin le 31 décembre 2020.

La BCEAO évalue sur une base régulière l'impact de la pandémie et des mesures arrêtées pour y remédier, sur la situation financière et prudentielle des établissements de crédit. Des mesures complémentaires pourraient être prises par la Banque Centrale au cas par cas, en vue d'accompagner le secteur bancaire tout en préservant la stabilité financière de l'Union Monétaire Ouest Africaine.

Les concours accordés par les établissements de crédit aux institutions de microfinance sont également éligibles à une prorogation de la période de report d'échéance dans les délais fixés dans le présent Avis.

Fait à Dakar, le 14 octobre 20

Tiémoko Meyliet KONE

HALCIA

Un renforcement de capacités des journalistes sur les techniques d'investigation en matière de corruption

La Haute Autorité de Lutte contre la Corruption et les Infractions Assimilées (HALCIA), a organisé un atelier de renforcement de capacités à l'intention d'une trentaine de journalistes sur les techniques d'investigation en matière de lutte contre la corruption et les infractions assimilées. C'est le président de ladite institution, Abdourahamane Gousmane, qui a présidé cette cérémonie d'ouverture, en présence des autres responsables de la HALCIA, du représentant du président de la Maison de la presse, du représentant de la Cellule Norbert Zongo pour le journalisme d'investigation en Afrique de l'ouest, CENOZO au Niger, et des journalistes des organes publics et privés de la presse nationale et internationale.

Cet atelier de deux (2) jours, vise à renforcer les capacités des journalistes, tant des médias publics que privés, sur la thématique de la corruption, particulièrement aux techniques du journalisme d'investigation et d'alerte en matière de corruption et autres infractions assimilées. Ainsi, les hommes des médias seront édifiés sur les bonnes pratiques professionnelles d'investigation et d'alerte ainsi que sur les dispositions législatives, réglementaires, nationales et internationales essentielles en matière de lutte contre la corruption. Une trentaine de journalistes prennent part à cette formation du 04 au 05 Novembre, à la maison de la presse de Niamey.

Prenant la parole à cette occasion, le président de la HALCIA a indiqué que la lutte contre la corruption est un combat per-

manent qui nécessite la contribution de tous les acteurs.

Parmi ces acteurs, les médias figurent en bonne place et jouent un rôle déterminant dans la prévention et la répression de la corruption. En effet, selon toujours Gousmane, par la dénonciation des cas de corruption, les médias constituent, à n'en point douter, de véritables lanceurs d'alerte pour les organes en charge de la lutte contre la corruption. Parlant du rôle du journaliste d'investigation, le président de la HALCIA a expliqué que c'est le genre d'homme de média qui alerte l'opinion publique, secoue la conscience et jette la lumière sur les obstacles qui entravent le développement durable dans un pays. Il est l'un des plus solides garants du bon fonctionnement de la démocratie. La volonté politique des autorités de renforcer le cadre juri-



dique et institutionnel de lutte contre la corruption et l'impunité, mérite un soutien des acteurs de la société civile et des médias à travers le renforcement de capacités pour détecter et dénoncer les pratiques de corruption, de blanchiment de capitaux et autres infractions sous-jacentes d'où l'importance de ce genre de formation. Il a aussi précisé que la formation est organisée pour sensibiliser une masse critique de journalistes du pays sur les effets désastreux de la corruption sur le développement humain et la sécurité humaine et leur faire acquérir des connaissances, des expériences sur les techniques d'enquête pour exposer des actes de corruption. Le vœu de la HALCIA, au terme de cette session de formation et des autres qui suivront, est que les journalistes et les médias du Niger pratiquent davantage des

investigations. La lutte contre la corruption exige l'engagement de toute la société dans son ensemble. La HALCIA est instituée à féliciter.

Certes, la HALCIA fait un travail impeccable, mais malheureusement ce régime est le régime le plus corrompu que le Niger n'a jamais connu, de son indépendance jusqu'au 7 avril 2011, date à laquelle Issoufou Mahamadou a prêté serment devant Dieu et les hommes qu'il bannirait la corruption et la malgouvernance. Qu'est-ce que le peuple Nigérien a constaté depuis l'arrivée du Pnds-Tarayya au pouvoir ?

La corruption, le trafic de tous genres, la surfacturation, les détournements des biens publics, etc.

Arouna Y

Alliance Contre les Inégalités (ACI)

Lancement de la campagne de l'Alliance Contre les Inégalités

En prélude au lancement de la campagne contre les inégalités, l'Alliance contre les Inégalités qui regroupent des organisations nationales et internationales de premier plan, des défenseurs de droits des femmes et des jeunes, des organisations confessionnelles, des syndicats, des mouvements sociaux et d'autres organisations de la société civile, a organisé un dîner de présentation de ladite campagne, le samedi 7 novembre 2020, dans l'enceinte du complexe Le Mafé.

Le lancement de la campagne de l'Alliance Contre les Inégalités s'est déroulé en présence de plusieurs invités dont des associations nationales et internationales, des organisations de la société civile. L'alliance contre les inégalités est une initiative/plateforme d'organisations nationales et internationales, qui vise, entre autres, trois (3) objectifs qui sont :

-mener des initiatives conjointes de plaidoyer, campagnes influentes contre les inégalités ;

-partager les bonnes pratiques et leçons apprises et mutualiser les connaissances et expériences sur la thématique des inégalités ;

-concevoir et mettre ensemble des projets de terrain pour la réduction des inégalités.

Au Niger, en 2020, la question des inégalités est l'une des principales préoccupations des populations au regard du contexte, en voulant changer un narratif basé sur la sécurité, vers un récit basé sur les inégalités comme

facteur déterminant pour briser le cercle vicieux de la pauvreté et de crises connexes qui caractérise la situation actuelle au Niger et dans la région Sahélienne. Cette lecture du contexte a servi de base pour le développement d'une stratégie d'action que nous voulons collective et élaborée avec une pluralité d'acteurs de la société civile, notamment les mouvements de jeunes et de femmes. En effet, il s'agit d'un pays où ces organisations travaillent depuis longtemps sur différents domaines (humanitaire, moyens d'existence, bonne gouvernance et accès aux services essentiels, citoyenneté active, consolidation de la paix etc.) pour réduire les inégalités et la pauvreté. Dans ce contexte, il est

évident que la construction d'une vision et approche conjointe dont l'élément fédérateur sera la lutte contre les inégalités dans une approche de plaidoyer et d'influence pour contribuer à la construction «d'un Niger juste, inclusif et résilient» est la seule façon dont nous pouvons durablement et efficacement agir. C'est pourquoi nous avons initié la campagne contre les inégalités afin de nous engager avec les différents candidats des différents partis politiques aux élections présidentielles et législatives et obtenir d'eux un engagement fort à œuvrer de manière significative en faveur de la réduction des inégalités.

Arouna Y.

Page 8